

Deuxième réunion du Groupe de travail tripartite chargé d'examiner la question de la pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance tripartite de l'OIT

► Note d'information

Table des matières

	Page
Introduction.....	2
Réponses au questionnaire	2
Projet de résolution de la Conférence sur le principe de l'égalité entre les États Membres de l'OIT et la représentation équitable de toutes les régions dans le cadre de la gouvernance tripartite de l'OIT.....	4
Premiers éléments pour un programme de travail	4
Annexes	
1. Summary record of proceedings of the first meeting of the tripartite working group on the full, equal and democratic participation in the ILO's tripartite governance (en anglais)	6
Appendice I. Liste des membres et autres participants	13
Appendice II. Mandat et méthodes de travail du groupe de travail tripartite chargé d'examiner la question de la pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance tripartite de l'OIT (<i>adopté à la première réunion, le 11 décembre 2020</i>).....	15
2. Résolution sur le principe de l'égalité entre les États Membres de l'OIT et la représentation équitable de toutes les régions dans le cadre de la gouvernance tripartite de l'OIT	17

Introduction

1. À la première réunion (11 décembre 2020) du Groupe de travail tripartite chargé d'examiner la question de la pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance tripartite de l'OIT (ci-après le «groupe de travail»), un échange de vues a eu lieu sur la portée et les limites de la démocratisation de la gouvernance de l'Organisation. Le groupe de travail est convenu que ses membres devraient être invités à exprimer leurs vues concernant le sens et la portée de la notion de démocratisation de la gouvernance de l'OIT afin d'éclairer les discussions à sa deuxième réunion ¹.
2. Le 16 décembre 2020, un questionnaire approuvé par les deux coprésidents a été envoyé pour examen aux membres du groupe de travail et aux autres gouvernements intéressés, qui ont été invités à communiquer leurs réponses au Bureau avant le 6 janvier 2021.
3. On trouvera dans la présente note la teneur des réponses reçues, ainsi qu'un projet de résolution de la Conférence susceptible de répondre aux préoccupations soulevées par les mandants, selon qui l'expression dépassée «États socialistes d'Europe de l'Est» employée à l'article 7, paragraphe 3 b) i), de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1986 (ci-après «l'Instrument d'amendement de 1986»), constitue un obstacle à la ratification de celui-ci par certains États Membres. Dans la dernière partie de la note figurent les premiers éléments du programme de travail du groupe de travail.

Réponses au questionnaire

4. Au moment où la présente note a été élaborée, le Bureau avait reçu une réponse conjointe des secrétariats du groupe des travailleurs et du groupe des employeurs, ainsi que les réponses des gouvernements de 36 États Membres (Allemagne, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Belgique, Botswana, Bulgarie, Croatie, Équateur, Espagne, France, Gabon, Guatemala, Inde, Indonésie, République islamique d'Iran, Japon, Kenya, Lesotho, Lituanie, Mali, Maroc, Mexique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Somalie, Suisse, Thaïlande, Tunisie et Zimbabwe).

Question 1: *Estimez-vous que la notion de démocratisation fait référence aux aspirations des États Membres concernant des aspects particuliers du fonctionnement des organes de gouvernance (composition, prise de décisions, droit de vote, organisation des réunions, accès aux réunions, etc.)? Veuillez préciser et donner des exemples concrets.*

5. La majorité de ceux qui ont répondu ont considéré que la notion de démocratisation fait référence à leurs aspirations concernant des aspects particuliers du fonctionnement des organes de gouvernance, notamment la composition et la prise de décisions. Certains ont déclaré que le sens et la portée de la notion de démocratisation devraient être définis en vue de donner effet aux engagements pris dans la Déclaration du centenaire et la résolution qui l'accompagne en ce qui concerne la ratification et l'entrée en vigueur de l'Instrument d'amendement de 1986, lequel constitue pour d'autres la base de la démocratisation.

¹ Compte rendu analytique des travaux, Première réunion du Groupe de travail tripartite chargé d'examiner la question de la pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance tripartite de l'OIT, paragr. 50 (voir annexe 1).

6. Un certain nombre a estimé que la notion de démocratisation fait référence à l'égalité de traitement ou à l'égalité de participation à la gouvernance de l'OIT en général et du Conseil d'administration en particulier, ou que les régions devraient être représentées de manière équitable et adéquate au sein des organes de gouvernance, en particulier du Conseil d'administration. D'autres ont insisté sur la transparence des discussions et des processus de prise de décisions.

Question 2: *Estimez-vous que la «démocratisation de la gouvernance tripartite» concerne uniquement le Conseil d'administration du BIT ou qu'elle devrait aussi s'étendre la Conférence internationale du Travail et à d'autres aspects de la gouvernance de l'OIT?*

7. Pour à peu près la moitié de ceux qui ont répondu, la démocratisation concerne l'ensemble des organes de gouvernance tripartite de l'OIT, mais il faudrait accorder la priorité au Conseil d'administration. Près d'un tiers ont indiqué que la démocratisation devrait se concentrer uniquement sur le Conseil d'administration. Pour un autre tiers, la démocratisation concerne l'ensemble des organes de gouvernance de l'Organisation.

Question 3: *Sur la base de ce qui précède, indiquez quels aspects de la démocratisation – autres que ceux dont traite l'Instrument d'amendement de 1986 – le groupe de travail devrait, selon vous, examiner en priorité? Veuillez préciser.*

8. Beaucoup de ceux qui ont répondu ont souligné que l'Instrument d'amendement de 1986 et son contenu devraient faire l'objet d'une attention prioritaire, tandis que d'autres ont proposé que soit trouvé un équilibre en ce qui concerne la représentation géographique au sein des organes de gouvernance. Certains ont indiqué que le fait de conserver des sièges non électifs au sein du Conseil d'administration permet d'y assurer la continuité des travaux des gouvernements, et que la proposition de porter de 10 à 12 le nombre de membres permanents du Conseil d'administration – garantissant au moins deux sièges à chacune des quatre régions – devrait être étudiée. D'autres ont proposé que soient examinés la représentation et la participation des organisations et groupements régionaux et le droit de vote des membres titulaires et des membres adjoints du Conseil d'administration.

Question 4: *Selon vous, quels principes essentiels devraient guider l'action engagée par l'OIT en vue de démocratiser sa gouvernance? Veuillez préciser.*

9. Ceux qui ont répondu ont proposé les principes essentiels suivants:
- a) représentation équitable;
 - b) égalité des États Membres;
 - c) égalité;
 - d) transparence;
 - e) justice sociale;
 - f) représentation géographique équilibrée;
 - g) caractère inclusif;
 - h) principes énoncés dans la Déclaration du centenaire et l'Instrument d'amendement de 1986;
 - i) tripartisme;
 - j) non-discrimination;
 - k) participation la plus large possible à la prise de décisions;
 - l) adhésion
 - m) dialogue social.

Question 5: *Avez-vous des propositions concrètes en vue de la deuxième réunion du groupe de travail ou concernant son futur programme de travail?*

10. Parmi ceux qui ont répondu, plusieurs ont proposé de donner la priorité à l'Instrument d'amendement de 1986. Selon certains, il conviendrait de rendre compte de tout fait nouveau concernant la ratification de cet instrument et de proposer des moyens permettant d'éliminer les obstacles à cette ratification, en mettant particulièrement l'accent sur les Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable. D'autres ont proposé d'inviter ceux-ci à partager leurs points de vue ou à recenser les mesures à prendre pour mettre en œuvre l'Instrument d'amendement de 1986. Enfin, certains ont proposé de se concentrer sur la composition du Conseil d'administration, tandis que d'autres ont estimé qu'il faudrait examiner soigneusement le concept de pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance de l'OIT.

Projet de résolution de la Conférence sur le principe de l'égalité entre les États Membres de l'OIT et la représentation équitable de toutes les régions dans le cadre de la gouvernance tripartite de l'OIT

11. Compte tenu des interrogations soulevées par des mandants, selon qui l'expression dépassée «États socialistes d'Europe de l'Est» employée à l'article 7, paragraphe 3 b) i), de l'Instrument d'amendement de 1986, constitue un obstacle à la ratification de celui-ci par certains États Membres, un projet de résolution de la Conférence sur le principe de l'égalité entre les États membres de l'OIT et la représentation équitable de toutes les régions dans le cadre de la gouvernance tripartite de l'OIT est soumis pour examen au groupe de travail (voir annexe 2). Il s'agirait là, de fait, de la première proposition concrète faite au Conseil d'administration par le groupe de travail.
12. Dans ce projet de résolution, les États Membres qui n'ont pas encore ratifié l'Instrument d'amendement de 1986 sont appelés à considérer sa ratification comme prioritaire et, en particulier, ceux d'entre eux qui ont l'importance industrielle la plus considérable sont exhortés à considérer favorablement cette ratification. Il est déclaré que la notion d'«États socialistes d'Europe de l'Est» employée à l'article 7, paragraphe 3 b) i), dudit instrument est caduque car elle ne correspond plus à la réalité. Enfin, le Conseil d'administration est invité à intensifier ses efforts en vue de parachever le processus de ratification, et le Président du Conseil d'administration à inclure une section sur ce point dans son rapport annuel à la Conférence.

Premiers éléments pour un programme de travail

13. Sur la base des échanges de vues qui ont eu lieu à la première réunion du groupe de travail et des réponses fournies au questionnaire, on peut relever les éléments suivants en vue de l'examen d'un programme de travail par le groupe de travail:
- i) La démocratisation concerne la gouvernance tripartite de l'OIT; les discussions au sein du groupe de travail seraient donc axées sur le fonctionnement et la composition de la Conférence et du Conseil d'administration.
 - ii) La démocratisation couvre en dernière analyse tous les aspects du fonctionnement de la Conférence et du Conseil d'administration, notamment leur composition et leurs processus décisionnels; elle emporte des conséquences pour

ce qui a trait à la représentativité, au caractère inclusif, à l'égalité des droits et à la transparence.

- iii) Les discussions au sein du groupe de travail et les recommandations que celui-ci pourrait adresser au Conseil d'administration devraient être guidées par les principes supérieurs de la représentation équitable et de l'égalité, ainsi que par d'autres principes fondamentaux énoncés dans la Constitution de l'OIT, la Déclaration du centenaire et l'Instrument d'amendement de 1986.
 - iv) En ce qui concerne les priorités, les discussions au sein du groupe de travail devraient être centrées sur le Conseil d'administration mais ne pas exclure la Conférence; quant aux mesures concrètes, priorité devrait être donnée à l'entrée en vigueur de l'Instrument d'amendement de 1986; à cette fin, le groupe de travail devrait faire des propositions au Conseil d'administration en vue de favoriser davantage l'entrée en vigueur de cet instrument. Bien entendu, ces priorités ne devraient pas empêcher le groupe de travail d'examiner la démocratisation de la gouvernance de l'OIT de manière plus large conformément au rôle qui lui est confié, à savoir servir de forum d'échanges pour mener un dialogue ciblé et élaborer toute autre proposition éventuelle.
- 14.** Après réception du premier rapport du groupe de travail en mars 2021, le Conseil d'administration déterminera s'il y a lieu de prolonger la durée du mandat dudit groupe. Selon la décision prise par le Conseil d'administration, le groupe de travail pourrait arrêter définitivement son programme de travail à une prochaine réunion.

► Annexe 1

Summary record of proceedings of the first meeting of the tripartite working group on the full, equal and democratic participation in the ILO's tripartite governance (en anglais)

Introduction

1. The tripartite working group on the full, equal and democratic participation in the ILO's tripartite governance (TWGD), established by the Governing Body at its 337th Session (October-November 2019), held its first meeting on Friday, 11 December 2020. The meeting was virtual due to the ongoing COVID-19 pandemic. The list of members and other participants is in Appendix I.
2. The TWGD had before it a background note, a draft agenda and draft terms of reference and working methods, prepared by the Office.
3. **The representative of the Director-General** (Deputy Director-General for Management and Reform) opened the meeting and recalled that the TWGD had been given the responsibility for identifying issues and presenting proposals to the Governing Body on the full, equal and democratic participation of the ILO's constituents in the Organization's tripartite governance. The issue of democratization of the ILO governance was very much anchored in the 1986 Instrument for the Amendment of the Constitution of the ILO (the 1986 Amendment). However, it was not limited to this instrument as it had clearly emerged from the discussions at the Centenary Session of the International Labour Conference and the subsequent decisions taken by the Governing Body.

Appointment of Co-Chairpersons

4. **The Government member of Panama**, speaking on behalf of the Gouvernement group, informed the TWGD that the group had reached consensus on the nomination of the Government member of Nigeria and the Government member of Switzerland as co-chairpersons of the TWGD and paid tribute to the efforts made by the members of his group in reaching this consensual outcome.
5. The Government member of Nigeria and the Government member of Switzerland were appointed to co-chair the work of the TWGD. Both Co-Chairpersons pledged to work closely together, direct the discussions of the TWGD in a spirit of consensus and collaborate with all the members and other participants so that the TWGD could fulfil its mandate.
6. The Co-Chairpersons agreed to share the chairing responsibilities during the first meeting.

Adoption of agenda

7. **The Government member of France** considered that the original wording of the third item of the draft agenda prepared by the Office might give rise to confusion as the mandate of the TWGD should not include any discussions around the ratification of the 1986 Amendment for which a separate process had been set up by the Governing Body.

8. **One of the Co-Chairpersons, Switzerland** proposed that rather than referring to “guidance for future action”, the third item could be reworded to read “1986 constitutional amendment – Current state of affairs”.
9. The TWGD adopted the following agenda:
 - Opening remarks of groups and participants;
 - Discussion and adoption of the working methods and rules of procedure of the Working Group;
 - 1986 constitutional amendment: current state of affairs;
 - Democratization of ILO governance: scope and limits;
 - Date and agenda of the second meeting of the Working Group.

Opening remarks of groups and participants

10. **The representative of the secretariat of the Workers’ group** recalled the constant support of the group to the ratification of the 1986 Amendment. Its entry into force would be in line with the commitment undertaken through the adoption of the Centenary Declaration.
11. **The representative of the secretariat of the Employers’ group** stated that diversity and representativeness of all regions in the tripartite governance of the ILO was an important topic. The Centenary Declaration and its accompanying Resolution constituted the framework in which the TWGD should work.
12. **The Government member of Ethiopia**, speaking on behalf of the Africa group, stated that this meeting was a testament to an age-old legacy which was not only counter to well established principles of international law but also a stumbling bloc against the fundamental tenets advocated by the 2030 Agenda for Sustainable Development. In this perspective, the revitalization of the structure of the Governing Body should remain a priority. To live up to the expectation arising from the ILO’s mandate, the democratization of the Organization had to be achieved since no other options would uphold the principle of sovereign equality. The Africa group reiterated its call to fast track the ratification of the 1986 Amendment to replace the archaic system with a structure that embodied basic principles of multilateralism.
13. **The Government member of Barbados**, speaking on behalf of the group of Latin American and Caribbean countries (GRULAC), stated that the group was committed in supporting the work of the TWGD.
14. **The Government member of Belgium** stated that after 100 years it was high time for the ILO to figure out how to organize its work and decision-making in a more democratic and inclusive way.
15. **The Government member of Germany** expressed strong support to the endeavor of democratizing the Governing Body. There was a need for reform to adequately represent all regions in the Governing Body, especially Africa. Since the entry into force of the 1986 Amendment had not place more than 30 years since its adoption, the TWGD should focus on other solutions. The proposal made at the 303rd Session (November 2008) of the Governing Body to extend the number of non-elective members of the Governing Body from 10 to 12 and allocate these additional seats to the Africa group was one of these solutions and should be included in the discussion. There were good reasons to retain the

Members of chief industrial importance to ensure continuity in the work of the Governing Body.

- 16. The Government member of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland** reiterated the commitment expressed by the government during the negotiations concerning the Centenary Declaration to finding a solution to the issue of equal representation that is acceptable to all. The fact that the 1986 Amendment had not come into force after more than 30 years since its adoption showed that there were clearly outstanding issues with the instrument. Alternatives should be considered, such as extending the number of non-elective members of the Governing Body.
- 17. The Government member of Zimbabwe** stated that anything short of the 1986 Amendment would be far from democratization. The proposal made in 2008 to transform two elective seats into permanent seats for the Africa group did not follow the spirit of the 1986 Amendment. Members of the TWGD should clarify what they understood by democratization if it was not the ratification of the 1986 Amendment.
- 18. The Government member of France** considered that the 1986 Amendment contained a number of useful elements to help democratize the Organization and should be examined. Yet, the means and ways to promote the ratification of the 1986 Amendment were not part of the mandate of the TWGD.
- 19. The Government member of Algeria** stated that the meeting of the TWGD in the context of COVID-19 showed the common will to finalize the full and complete democratization of the ILO's governing bodies in line with the Centenary Declaration and its accompanying Resolution. Their composition on an equitable and non-discriminatory basis was essential for the governing bodies to be effective and democratic. It was essential to resolve the unaddressed issue of the first century of the ILO's existence, namely the democratization of the ILO organs. All regions should be represented in line with their numerical and strategic importance, in accordance with the Centenary Declaration and its accompanying Resolution which called for the completion of the process of ratification of the 1986 Amendment.
- 20. The Government member of Philippines** noted that her Government was a member of the TWGD, despite not being a member of the Governing Body, and could take part in its decision-making process. This was an unequivocal statement towards the democratization of the ILO.
- 21. The Government member of Lebanon** commended the ILO for remaining faithful to the commitment made through the adoption of the Centenary Declaration by establishing the TWGD despite the ongoing COVID-19 crisis. The TWGD should focus on implementing fully the Centenary Declaration.
- 22. The Co-Chairperson** concluded the discussion on this item by acknowledging the achievements of the Government member of Lebanon in the process of adoption of the Centenary Declaration that stood as an example for the TWGD.

Discussion and adoption of working methods and rules of procedure

- 23.** In introducing the draft terms of reference and working methods, **the representative of the Director-General** indicated that they drew heavily upon the terms of reference of the Tripartite Working Group of the Standards Review Mechanism and that they included provisions to reflect the elements set forth in the decision taken by the Governing Body at its 340th Session (November 2020) as well as standard provisions commonly found in other similar rules.

- 24. The Government member of the Philippines** stated that the current wording of paragraph 9, which allowed the chairperson to take part in the discussion, was problematic and proposed that prior to participating a co-chairperson should yield the chair to the other co-chairperson.
- 25.** In response, **the representative of the Director-General** recalled that this was a provision commonly found in the rules governing ILO meetings, and in particular the Standing Orders of the Governing Body. A government member participated in the TWGD in its national capacity and should retain the right to take part in the discussions, while chairing the meetings.
- 26. The Government member of the United Kingdom** expressed concerns regarding paragraph 11 of the draft terms of reference and working methods since only the Governing Body, not the TWGD, could take decisions.
- 27. The Government member of France** noted that the goal of the TWGD was to reach consensus but questioned what consensus meant in light of paragraph 11 of the draft terms of reference and working methods. This paragraph appeared to allow for a consensus to be reached even when a number of members of the TWGD disagreed. The TWGD should only transmit recommendations to the Governing Body for which a real consensus had been reached.
- 28.** In response, **the representative of the Director-General** noted that paragraph 11 reflected the general approach to consensus. It described the manner in which decisions would be taken within the TWGD and, if adopted without formal objection, submitted as consensual recommendations to the Governing Body for decision. The Co-Chairpersons would presumably devote all the necessary time to enable the TWGD to reach consensus. Should there be an impediment to consensus, paragraph 12 would apply and the divergent views would be set out in the report of the TWGD to the Governing Body. This would also enable the TWGD to progress in its work at a reasonable pace.
- 29. The representatives of the secretariats of the Workers' and Employers' groups [F and F]** supported the adoption of the draft terms of reference and working methods.
- 30.** With respect to the correction suggested by the Africa group, to replace the plural "these" by the singular "this" in paragraph 3, **the representative of the Director-General** indicated that the Office would check the ILO house style manual to determine whether the singular or the plural form should be used.
- 31. One of the Co-Chairpersons, Nigeria** noted that there was agreement in the TWGD to adopt its terms of reference and working methods, on the understanding that the Office would make the necessary edits to paragraph 3 if need be.

1986 constitutional amendment: current state of affairs

- 32. The representative of the Director-General** indicated that in proposing this item for discussion, the Office intended to seek guidance from the TWGD as to the measures to be taken both by the Office and governments to secure further ratifications of the 1986 Amendment, having notably regard to the persisting reluctance of certain countries to ratify the 1986 Amendment despite the promotional efforts undertaken by the Director-General. As regards the concerns of some Member States related to the obsolete terminology of "socialist States of Eastern Europe" in the 1986 Amendment, the Office was of the view that the issue could be overcome, for example through a resolution adopted by the Conference.

- 33. The Government member of France** stated that the mandate of the TWGD was not to look into the promotion of the ratification of the 1986 Amendment, which was appropriately covered by regular reports of the Director-General to the Governing Body. The TWGD should rather focus on the different provisions in the 1986 Amendment on the basis of which concrete proposals could be made to the Governing Body, such as the doubling of the number of members of the Governing Body. As regards the issue of interpretation of obsolete terminology in the 1986 Amendment, the proposal of the Office was understandable but caution was needed as this might lead to further requests for review of outdated provisions.
- 34. The Government member of Zimbabwe** recalled the African group's actions to promote the ratification of the 1986 Amendment and encouraged other groups to follow this example. The doubling of the Governing Body members was only an administrative solution, and the 1995 amendment to the Standing Orders of the Conference, which increased the number of deputy members in the Governing Body, did not change the undemocratic structure of the Governing Body and did not level the playing field. There could be no democratization at the ILO without the removal of the permanent seats in the Governing Body. The proposal made in November 2008 to grant Africa two permanent seats had been rejected by the Africa group, as it did not democratize ILO's governance. The TWGD should discuss the democratization of the ILO in a broader context than the 1986 Amendment.
- 35. The Government member of Belgium** stated that the 1986 Amendment should be at the heart of the discussion in the TWGD, as it had been adopted by the ILO's supreme organ, the Conference. An evolutive approach and an inclusive method should be adopted to pursue the democratization of the ILO, taking into account all the previous decisions and initiatives on this matter.
- 36. The representative of the secretariat of the Workers' group** noted that progress had been made in the ratification of the 1986 Amendment and acknowledged the recent ratification by Spain and the fact that Lebanon, Peru and Yemen had initiated ratification procedures. The group wished to call upon at least three Members of chief industrial importance to ratify the 1986 Amendment. The ratifications of the 1986 Amendment by India and Italy showed that this could be achieved. The helpful proposal by the Office to solve the obstacle to ratification coming from obsolete terminology could assist the governments concerned.
- 37. The representative of the secretariat of the Employers' group** agreed with the views expressed by the representative of the secretariat of the Workers' group. She welcomed Spain's ratification of the 1986 Amendment and encouraged the Director-General to continue the promotion of its ratification.
- 38. One of the Co-Chairpersons, Switzerland** noted that 114 ratifications of the 1986 Amendment constituted a significant number and that progress had been made in recent months, thereby showing the continued relevance of the 1986 Amendment.

Democratization of ILO governance: scope and limits

- 39. The representative of the Director-General** noted that, in light of the Centenary Declaration, the Governing Body gave guidance in mandating the TWGD to develop proposals on the full, equal and democratic participation of the ILO's constituents in the Organization's tripartite governance by ensuring a fair representation of all regions and establishing the principle of equality among Member States. Thus, three elements could structure its discussions. First, the full, equal and democratic participation could be

approached on a regional basis rather than an individual Member State basis, placing emphasis on ensuring full, fair and equal treatment between regions. Second, the TWGD could consider the principle of equality among Member States in participating in governance, which could mean for example participating in the designation of Member States that would take a seat. Third, with respect to the ILO tripartite governance, the TWGD should determine whether its discussions should focus on the Governing Body, or if they should extend beyond the Governing Body, in which case some prioritization would be necessary. The Office's view was that priority should be given to the Governing Body, the governance organ in relation to which the discussion on democratization began.

40. **The Government member of Zimbabwe** acknowledged that the wording of the Centenary Declaration and its accompanying Resolution left room for interpretation and allowed the TWGD to address the issue of the democratization of the ILO governance beyond the scope of the Governing Body. He proposed that, for the second meeting of the TWGD, the members of the TWGD be invited to present their respective positions on their understanding of the democratization of the Governing Body and the other ILO organs and to suggest concrete steps to achieve this goal.
41. **The Government member of France** supported the proposal of the Government member of Zimbabwe. It would be crucial for the work of the TWGD to agree on a proper definition of the democratization of the ILO organs. The TWGD would also have to determine whether to limit its discussions to the Governing Body or extend it to other ILO organs. The discussions should enable the TWGD to present the best possible recommendations to the Governing Body.
42. **The Government member of Belgium** stated that the discussions of the TWGD should be focused but not limited to the Governing Body, as the 1986 Amendment itself was not limited to the Governing Body. The discussions should be more inclusive and should cover other issues such as the question of whether the Director-General should continue to be elected by the Governing Body or by the Conference. Further reflections could also include the decisions-making process at the level of the Governing Body in the context of the ongoing COVID-19 crisis, which had not allowed all Members to properly participate. The background note differentiated between the equality among Member States and fair representation of regions and the respective meanings of "equality" and "fairness" in this specific context would warrant discussion.
43. **The Government member of Spain** expressed his belief that the 1986 Amendment would be an important step for the democratization of the Governing Body and invited other Member States to follow the example of Spain and proceed with the ratification. As a first step, it would indeed be important for the TWGD to decide on the scope of its discussions and whether to focus on the Governing Body. Secondly, criteria for the democratization of the Governing Body should be established, including the criteria for the determination of its membership.
44. **The Government member of Algeria** expressed the concern that the TWGD could lose its focus if it expanded its discussions beyond the Governing Body. The current composition of the Governing Body was discriminatory as it left Africa as the only region without a permanent member. The ratification of the 1986 Amendment would be the best way to reach the goal of the democratization of the Governing Body. The discussions of the TWGD therefore would have to follow the spirit of the 1986 Amendment and focus on ensuring equality in the representation between regions.
45. **The Government representative of China** noted that the issue of the democratization of the Governing Body had already been discussed several times by the Governing Body. In

2008, the Governing Body had examined several proposals to address the lack of adequate representation of all regions but had not been able to reach a consensus on either of them. These discussions had demonstrated that this was a complicated issue. It would therefore be important to agree on a realistic proposal which could be presented to the Governing Body.

46. **The Government member of the Philippines** acknowledged the importance to discuss the 1986 Amendment and other proposals concerning the membership of the Governing Body. Another important aspect was the composition of the regional groups in the Governing Body. While the countries of the ASPAG region jointly made up 61 per cent of the global labour force, ASPAG had only one representative in the tripartite screening group of the Governing Body, which decided on important issues such as the agenda of the Governing Body. As was stated in the Centenary Declaration, the full contribution of the ILO's constituents to the achievement of social justice could only be ensured through their full, fair and equal participation in the ILO's governance. The number of regional groups would thus warrant reconsideration.
47. **The representative of the secretariat of the Workers' group** expressed support for focusing on the ratification and entry into force of the 1986 Amendment as the best way to achieve democratization of the Governing Body. This had been the constant position of the Workers' group. The 1986 Amendment would ensure a fair representation of the four regions in the Governing Body. The discussions of the TWGD should be limited to the Governing Body, since the composition of the Governing Body was the main focus of the 1986 Amendment.
48. **The representative of the secretariat of the Employers' group** was also in favour of discussions in the TWGD being limited to the Governing Body and focusing on the 1986 Amendment, considering that its entry into force only required 11 more ratifications, including three from Members of chief industrial importance.
49. With reference to the proposal made by the Government member of Zimbabwe, **the representative of the Director-General** suggested that the Office could compile all the responses of the members of the TWGD as regards their understanding of the democratization of the ILO governance and present them to the next meeting of the TWGD.
50. **One of the Co-Chairpersons, Nigeria** noted that the discussion had highlighted several aspects which required further consideration at the second meeting of the TWGD. These included the 1986 Amendment as well as other aspects beyond the Amendment. Members of the TWGD would be invited to express their views on the scope of the discussions and their understanding of the democratization of the ILO governance. He noted that there was agreement in the TWGD as regards the proposal of the Government member of Zimbabwe and the further suggestion made by the representative of the Director-General.

Date and agenda of the second meeting

51. **One of the Co-Chairpersons, Switzerland** noted that there was agreement in the TWGD to hold the second meeting during the week of 18 January 2021, acknowledging the statement by the Government representative of the Syrian Arab Republic that the limited capacities of certain missions should be taken into account. The TWGD also agreed that a draft agenda for the meeting would be circulated by the Co-Chairpersons to the members of the TWGD, based on an Office's proposal.

Appendice I. Liste des membres et autres participants

Gouvernements

Groupe de l'Afrique

Algérie
Cameroun
Égypte
Éthiopie
Gabon
Gambie
Maroc
Namibie
Nigéria
Sénégal
Afrique du sud
Soudan
Ouganda
Zimbabwe

Groupe de l'Asie et du Pacifique

Australie
Bangladesh
Inde
Indonésie
Iran (République islamique d')
Japon
La République libanaise
Malaisie
Myanmar
Népal
Philippines
République de Corée
Arabie saoudite
Thaïlande

Groupe des Amériques

Argentine
La Barbade
Brésil
Le Canada
Chili
Costa Rica
Équateur
El Salvador
Guatemala
Mexique
Panama
Pérou

Europe

Groupe de l'Europe orientale

Bulgarie
Croatie
La République tchèque
Lituanie
Pologne
Fédération de Russie
Slovénie

Groupe de l'Europe occidentale

Belgique
France
Allemagne
Italie
Espagne
Suisse
Royaume-Uni

Sécretariat du Groupe des employeurs

M^{me} Maria Paz Anzorreguy, Organisation internationale des employeurs

Sécretariat du Groupe des travailleurs

M^{me} Raquel Gonzalez, Confédération syndicale internationale (CSI)

Autres gouvernements intéressés

Chine

République arabe syrienne

Appendice II. Mandat et méthodes de travail du groupe de travail tripartite chargé d'examiner la question de la pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance tripartite de l'OIT

(adopté à la première réunion, le 11 décembre 2020)

Contexte

1. Le Groupe de travail tripartite chargé d'examiner la question de la pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance tripartite de l'OIT (ci-après «le Groupe de travail tripartite sur la gouvernance») a été créé par le Conseil d'administration pour servir de forum d'échanges et promouvoir un dialogue ciblé. À sa 340^e session (novembre 2020), le Conseil d'administration a décidé que le Groupe de travail tripartite sur la gouvernance tiendrait deux réunions avant sa 341^e session (mars 2021) et présenterait son premier rapport à cette session. Il a en outre été convenu que le groupe de travail tripartite examinerait son mandat et ses méthodes de travail à sa première réunion.

Mandat

2. Le Groupe de travail tripartite sur la gouvernance est chargé d'examiner, d'élaborer et de présenter au Conseil d'administration des propositions visant à s'assurer que les mandants participent pleinement, sur un pied d'égalité et démocratiquement à la gouvernance tripartite de l'Organisation, en garantissant une représentation équitable de toutes les régions et en consacrant le principe de l'égalité entre les États Membres.
3. Le Groupe de travail tripartite sur la gouvernance exerce ses activités conformément au présent mandat et aux orientations données par le Conseil d'administration.
4. Le Groupe de travail tripartite sur la gouvernance arrête son programme de travail en tenant compte des orientations données par le Conseil d'administration.

Composition

5. Le Groupe de travail tripartite sur la gouvernance est composé de 14 membres gouvernementaux de chacune des quatre régions, ainsi que des secrétariats du groupe des employeurs et du groupe des travailleurs. Ses membres ne sont pas tenus d'être membres du Conseil d'administration. Tous les gouvernements intéressés peuvent assister et participer aux discussions.

Présidence et conduite des débats

6. Les membres gouvernementaux du Groupe de travail tripartite sur la gouvernance désignent l'un d'entre eux à la présidence du groupe. Si cette désignation ne fait pas l'objet d'un choix unanime, deux membres gouvernementaux sont nommés pour assumer conjointement la présidence du groupe et président les réunions à tour de rôle.
7. Le président représente le groupe de travail tripartite devant les autres organes de l'OIT, le cas échéant. Le groupe de travail tripartite, par l'intermédiaire de son président, rend compte de ses travaux au Conseil d'administration.

8. Le président dirige les débats, veille au maintien de l'ordre et au bon déroulement des délibérations, accorde ou retire le droit de parole, soumet les questions pour décision et constate et déclare qu'il y a consensus.
9. Le président a le droit de prendre part aux débats.
10. Aucun membre du groupe de travail tripartite ni aucun autre participant ne peut s'exprimer sans avoir demandé la parole au président, qui l'accorde en principe dans l'ordre des demandes.

Adoption des décisions

11. Les décisions du Groupe de travail tripartite sur la gouvernance sont prises par consensus et ses recommandations consensuelles sont soumises au Conseil d'administration pour décision et suite à donner. Les membres du groupe de travail tripartite mettent tout en œuvre pour parvenir à un accord recueillant l'adhésion générale, afin qu'une décision puisse être adoptée sans donner lieu à des objections formelles. Dans ce cas, toute opinion divergente, ou réserve, est consignée au compte rendu, sans pour autant que cela constitue un obstacle à l'adoption de la décision concernée.
12. Lorsqu'il n'est pas possible de parvenir à un consensus sur une question spécifique, les avis divergents sont consignés dans le rapport du groupe de travail tripartite au Conseil d'administration.

Secrétariat et établissement de rapports

13. Les membres du secrétariat des réunions du Groupe de travail tripartite sur la gouvernance sont désignés par le Directeur général. Le secrétaire général de la réunion représente le Directeur général et remplit les fonctions de chef du secrétariat. Le secrétariat apporte l'appui administratif et fonctionnel nécessaire pour faciliter les délibérations du groupe de travail tripartite.
14. Les documents de travail du groupe de travail tripartite et les rapports de ses réunions au Conseil d'administration sont rendus publics.
15. Le secrétariat des réunions établit un compte rendu analytique des travaux du groupe de travail tripartite reflétant les vues exprimées par les membres du groupe et les autres participants.
16. Après réception du premier rapport du groupe de travail tripartite en mars 2021, le Conseil d'administration déterminera s'il y a lieu de prolonger la durée du mandat du groupe.

► Annexe 2

Résolution sur le principe de l'égalité entre les États Membres de l'OIT et la représentation équitable de toutes les régions dans le cadre de la gouvernance tripartite de l'OIT

La Conférence internationale du Travail, réunie à Genève en sa cent neuvième session,

Rappelant que l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1986, a été adopté par 352 voix pour, 44 voix contre et aucune abstention dans le but, principalement, de rendre la composition du Conseil d'administration la plus représentative possible notamment en supprimant les sièges réservés aux États Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable;

Notant qu'à ce jour 114 États Membres ont ratifié l'Instrument d'amendement de 1986 et qu'il ne manque que 11 ratifications, dont trois au moins doivent émaner de Membres dont l'importance industrielle est la plus considérable, pour que l'amendement puisse entrer en vigueur;

Rappelant que, d'après les termes de la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail, la contribution pleine et entière des mandants de l'OIT aux efforts déployés en vue d'une composition universelle et de la justice sociale ne pourra être assurée que s'ils participent pleinement, sur un pied d'égalité et démocratiquement, à sa gouvernance tripartite;

Rappelant également sa Résolution sur la Déclaration du centenaire pour l'avenir du travail, qui appelle à parachever, dans les meilleurs délais, le processus de ratification de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1986, afin de consacrer définitivement la démocratisation du fonctionnement et de la composition des organes de direction de l'OIT;

Consciente que la référence faite aux «États socialistes d'Europe de l'Est», à l'article 7, paragraphe 3 b) i), de l'Instrument d'amendement de 1986, a soulevé des interrogations et a été invoquée par certains États Membres comme constituant un obstacle à la ratification;

Tenant compte des travaux actuellement menés par le Groupe de travail tripartite chargé de la question de la pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance tripartite de l'OIT,

Déclare que la notion de «États socialistes d'Europe de l'Est», à laquelle fait référence l'article 7, paragraphe 3 b) i), de l'Instrument d'amendement de 1986, est caduque car elle ne correspond plus à la réalité;

Appelle les États Membres, et en particulier les États ayant l'importance industrielle la plus considérable, qui n'ont pas encore ratifié l'Instrument d'amendement à la Constitution, 1986, à considérer comme prioritaire la ratification dudit instrument, de manière à faciliter le développement institutionnel et la modernisation de l'Organisation;

Invite le Conseil d'administration à intensifier ses efforts en vue de parachever le processus de ratification de l'Instrument d'amendement de 1986, et invite en outre le Président du Conseil d'administration à inclure une section sur ce point dans son rapport annuel à la Conférence.